



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 12 novembre 2009 (23.11)
(OR. en)**

15970/09

COPEN 229

NOTE DE TRANSMISSION

de:	Jessika Auken, Conseiller JAI, Représentation permanente du Danemark auprès de l'Union européenne
au:	Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général
en date du:	21 octobre 2009
Objet:	Décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation - Lettre de notification du Danemark

Concernant la mise en œuvre par le Danemark de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation

On trouvera ci-joint des informations concernant la mise en œuvre par le Danemark de la décision-cadre visée en objet. Les éventuelles questions à ce sujet doivent être adressées à:

M. Nicolai Pii
Ministère de la justice
Slotsholmsgade 10
DK – 1216 København K
N° téléphone: +45 72 26 86 01
N° télécopieur: +45 33 92 26 89
Courrier électronique: nip@jm.dk

(s.) Jessika Auken
Attaché JAI

25 septembre 2009

**Mise en œuvre par le Danemark de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du
6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions
de confiscation**

Conformément à l'article 3, paragraphe 1, à l'article 19 et à l'article 22, paragraphe 2, de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation, le ministère de la justice communique par la présente au secrétariat général du Conseil et à la Commission les informations suivantes:

1. Mise en œuvre en droit danois conformément à l'article 22, paragraphe 2

L'article 22, paragraphe 1, de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation prévoit que les États membres prennent les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions de la décision-cadre avant le 24 novembre 2008.

L'article 22, paragraphe 2, de la décision-cadre prévoit que les États membres communiquent au secrétariat général du Conseil et à la Commission le texte des dispositions transposant dans leur droit national les obligations découlant de la décision-cadre.

Le gouvernement danois vous informe que la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation a été mise en œuvre en droit danois par la loi n° 1434 du 22 décembre 2004 sur l'exécution de certaines décisions en matière pénale dans l'Union européenne qui met également en œuvre la décision 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve et la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires.

Une copie de la loi est jointe (*annexe 1*); pour la reconnaissance des décisions de confiscation, il convient de se référer en particulier à la section IV (chapitre 7 sur l'exécution des décisions de confiscation, chapitre 8 sur la disposition des biens confisqués et chapitre 9 sur le remboursement) et à la section V (chapitre 10 sur les conditions de forme etc., chapitre 12 sur le traitement des demandes d'exécution de décisions définitives de confiscation et chapitre 13 sur la transmission des demandes d'exécution des décisions en matière pénale à un autre État membre).

Il convient de noter que la loi est entrée en vigueur le 1er janvier 2005 et est applicable aux demandes d'exécution faites après cette date; à cet égard, veuillez vous référer à l'article 62 de la loi.

Vous trouverez également en annexe une proposition de loi sur l'exécution de certaines décisions en matière pénale dans l'Union européenne (L5), présentée le 6 octobre 2004 (*annexe 2*). Les observations sur la proposition qui - à l'exception de l'article 48 de la loi - a été adoptée sans modification contiennent un exposé plus précis de la manière dont les différents articles de la décision-cadre sont mis en œuvre.

Enfin, vous trouverez en annexe un aperçu schématique des différents articles de la décision-cadre et des dispositions correspondantes en droit danois qui étaient en vigueur le 24 novembre 2008, date limite de mise en œuvre, (*annexe 3*) ainsi que le texte des dispositions juridiques danoises concernées (*annexe 4*).

2. Détermination des autorités compétentes, conformément à l'article 3, paragraphe 1

En ce qui concerne la détermination des autorités compétentes prévue à l'article 3, paragraphe 1, pour le Danemark, l'autorité compétente sera le ministère de la justice que le Danemark soit État d'émission ou d'exécution. Si elle est accompagnée du certificat prévu, une demande peut être transmise à:

Ministère de la justice
Slotsholmsgade 10
1216 København K
N° téléphone: +45 7226 8400
N° télécopieur: +45 3392 2689
Courrier électronique: jm@jm.dk

3. Régime linguistique, conformément à l'article 19, paragraphe 2

Conformément à l'article 19, paragraphe 2, le certificat concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation devra être rempli en danois.

Enfin, compte tenu de la mise en œuvre de la décision-cadre en droit danois, des recommandations administratives contenant des directives plus précises pour le traitement des affaires faisant intervenir l'exécution de décisions de confiscation seront élaborées à l'intention des services de police et des autorités chargées des poursuites au Danemark. Les recommandations seront transmises au secrétariat général du Conseil et à la Commission dès qu'elles seront disponibles.

(s. Nicolai Pii)